

MAROCCO

CONVENZIONE DI RECIPROCO AIUTO GIUDIZIARIO, DI ESECUZIONE DELLE SENTENZE E DI ESTRADIZIONE

Firmata a Roma il 12 febbraio 1971

Ratificata dall'Italia con legge 12 dic. 1973, n. 1043 (in Gazz. Uff. del 28 marzo 1974, n. 83)

Entrata in vigore il 22 maggio 1975

CONVENTION D'AIDE MUTUELLE JUDICIAIRE, D'EXECUTION DE JUGEMENTS ET D'EXTRADITION

TITRE I — DISPOSITIONS PRELIMINAIRES, LIBRE ACCES AUX TRIBUNAUX

1. Les ressortissants de chacune des parties contractantes auront sur le territoire de l'autre un libre et facile accès auprès de toutes les juridictions pour la poursuite et la défense de leurs droits.

2. Il ne pourra être imposé aux ressortissants de chacune des parties contractantes ni caution, ni dépôt sous quelque dénomination que ce soit, en raison soit de leur qualité d'étranger, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays.

L'alinéa précédent s'applique, sous réserve des dispositions d'ordre public du pays où l'action est introduite, aux personnes morales constituées ou autorisées suivant la législation de l'une des deux parties contractantes.

TITRE II — AIDE MUTUELLE - TRANSMISSION NUS ACTES JUDICIAIRES ET EXTRA-JUDICIAIRES

3. Les actes judiciaires et extra-judiciaires, tant en matière civile et commerciale qu'en matière pénale, sous réserve des dispositions régissant le régime de l'extradition, destinés à des personnes résidant sur le territoire de l'un des deux pays seront transmis par la voie diplomatique normale.

Les dispositions du présent article n'excluent pas la faculté pour les parties contractantes de faire parvenir directement par le canal de leurs représentants diplomatiques ou consulaires des actes judiciaires et extra-judiciaires destinés à leurs propres ressortissants. En cas de conflit de législation, la nationalité du destinataire de l'acte sera déterminée par la loi du pays où la remise doit avoir lieu.

4. Les actes judiciaires et extra-judiciaires ne seront pas traduits mais la lettre ou le bordereau de transmission sera rédigé dans la langue de l'autorité requise et devra contenir les indications suivantes:

Autorité de qui émane l'acte;

nature de l'acte dont il s'agit;

nom et qualité des parties;

nom et adresse du destinataire;

et, en matière pénale, qualification de l'infraction.

5. Si l'autorité requise est incompétente, elle transmettra d'office l'acte à l'autorité compétente et en informera immédiatement l'autorité requérante, par la voie diplomatique.

6. L'autorité requise se bornera à faire effectuer la remise de l'acte au destinataire.

Si celui-ci l'accepte volontairement, la preuve de la remise se fera au moyen soit d'un récépissé daté et signé par le destinataire, soit d'une attestation de l'autorité requise et constatant le fait, le mode et la date de la remise. L'un ou l'autre de ces documents sera envoyé directement à l'autorité requérante.

Si la remise de l'acte ne peut être effectuée pour une cause quelconque, l'autorité requise enverra immédiatement celui-ci à l'autorité requérante en indiquant le motif pour lequel la remise n'a pu avoir lieu.

7. La remise des actes judiciaires et extra-judiciaires ne donnera lieu au remboursement d'aucun frais.

8. Les dispositions des articles qui précèdent ne s'opposent pas en matière civile et commerciale à la faculté, pour les intéressés résidant sur le territoire de l'une des deux parties contractantes, de faire assurer dans l'un des deux pays la notification et la remise de tous actes aux personnes résidant dans ce pays. La notification et la remise doivent être effectuées selon les formes en vigueur dans les pays où elles doivent avoir lieu.

Transmission et exécution des commissions rogatoires

9. Les commissions rogatoires en matière civile et commerciale à exécuter sur le territoire de l'une des deux parties contractantes, seront exécutées par les autorités judiciaires.

Elles seront transmises par la voie diplomatique normale.

Si l'autorité requise est incompétente, elle transmettra d'office la commission rogatoire à l'autorité compétente et en informera immédiatement l'autorité requérante.

Les dispositions du présent article n'excluent pas la faculté pour les parties contractantes de faire exécuter directement, par leurs représentants diplomatiques ou consulaires, les commissions rogatoires relatives à l'audition de leurs ressortissants. En cas de conflit de législations, la nationalité de la personne dont l'audition est requise sera déterminée par la loi du pays où la commission rogatoire doit être exécutée.

10. Les commissions rogatoires en matière pénale à exécuter sur le territoire de l'une des deux parties contractantes seront transmises par la voie diplomatique et exécutées par les autorités judiciaires.

Si l'autorité judiciaire requise est incompétente, elle transmettra d'office les commissions rogatoires à l'autorité compétente et en informera immédiatement l'autorité requérante par la voie diplomatique.

En cas d'urgence, elle pourront être adressées directement. Elles seront renvoyées, dans tous les cas, par la voie diplomatique.,

11. L'autorité requise pourra refuser d'exécuter une commission rogatoire, si, d'après la loi de son pays, celle-ci n'est, pas de sa compétence ou si elle est de nature à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité ou à l'ordre public du pays où elle doit avoir lieu.

12. Les personnes dont le témoignage est demandé seront invitées à comparaître selon la procédure du pays requis; si elles refusent de déférer à cet avis, l'autorité requise devra user des moyens de contrainte prévus par la loi de son pays.

13. Sur demande expresse de l'autorité requérante, l'autorité requise devra :

1) Exécuter la commission rogatoire selon les formes précisées par l'autorité judiciaire requérante si celles-ci ne sont pas contraires à la législation de son pays,

2) Informer, en temps utile, l'autorité requérante de la date et du lieu où il sera procédé à l'exécution de la commission rogatoire, afin que les parties intéressées puissent y assister, dans le cadre de la législation du pays requis.

14. Les commissions rogatoires devront être accompagnées d'une traduction dans la langue de l'autorité requise. Cette traduction sera certifiée par un traducteur assermenté ou dont le serment sera reçu conformément aux lois du pays requérant.

15. L'exécution des commissions rogatoires ne donnera lieu au remboursement d'aucun frais, sauf en ce qui concerne les honoraires d'experts.

Comparution des témoins en matière pénale

16. Si, dans une cause pénale, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le Gouvernement du pays où réside le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite. Dans ce cas, les indemnités de voyages et de séjour calculées depuis la résidence du témoin, seront au moins égales à celles accordées d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu; il lui sera fait, sur sa demande, par les soins des autorités consulaires du pays requérant, l'avance de tout ou partie des frais de voyage.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui cité dans l'un des deux pays comparaitra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour les faits ou condamnations antérieurs à son départ du territoire de l'État requis. Cette immunité cessera trente jours après la date à laquelle la déposition aura pris fin et où le retour du témoin aura été possible.

17. Les demandes d'envoi de témoins détenus seront transmises par la voie diplomatique.

Il sera donné suite à la demande, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent et sous la condition de renvoyer lesdits détenus dans un bref délai.

TITRE III - EXEQUATUR EN MATIERE CIVILE ET COMMERCIALE

18. En matière civile et commerciale, les décisions rendues par les juridictions siégeant au Maroc ou en Italie recevront l'exequatur sur le territoire de l'autre pays si elles réunissent les conditions suivantes:

a) la décision émane d'une juridiction compétente selon les règles de droit international admises dans le pays où la décision est exécutée, sauf renonciation certaine de l'intéressé;

b) les parties ont été régulièrement citées, représentées ou déclarées défailtantes;

c) la décision est, d'après la loi du pays où elle a été rendue, passée en force de chose jugée ou susceptible d'exécution;

d) la décision ne contient rien de contraire à l'ordre public du pays où elle est invoquée ou aux principes de droit public applicables dans ce pays. Elle ne doit pas non plus être contraire à une décision judiciaire prononcée dans ce pays et possédant à son égard l'autorité de la chose jugée;

e) aucune juridiction de l'État requis n'a été saisie d'une instance entre les mêmes parties et sur le même objet antérieurement à l'introduction de la demande devant la juridiction qui a rendu la décision dont l'exequatur est demandé.

19. Les décisions visées à l'article précédent ne peuvent donner lieu à aucune exécution forcée par les autorités de l'autre pays ni faire l'objet de la part de ces autorités d'aucune formalité publique, telle que l'inscription, la transcription ou la rectification sur les registres publics, qu'auprès y avoir été déclarées exécutoires.

20. L'exequatur est accordé à la demande de toute partie intéressée par l'autorité compétente d'après la loi du pays où il est requis.

La procédure de la demande en exequatur est régie par la loi du pays dans lequel l'exécution est demandée.

21. L'autorité compétente se borne à vérifier si la décision dont l'exequatur est demandé remplit les conditions prévues aux articles précédents pour jouer de plein droit de l'autorité de la chose jugée. Elle procède d'office à cet examen et doit en constater le résultat dans la décision.

En accordant l'exequatur, l'autorité compétente ordonne, s'il y a lieu, les mesures nécessaires pour que la décision étrangère reçoive la même publicité que si elle avait été rendue dans le pays où elle est déclarée exécutoire.

L'exequatur peut être accordé partiellement pour l'un ou l'autre seulement des chefs de la décision étrangère.

22. La décision d'exequatur a effet entre toutes les parties à l'instance en exequatur et sur toute l'étendue des territoires où ces dispositions sont applicables.

Elle permet à la décision rendue exécutoire de produire, à partir de la date de l'obtention de l'exequatur, en ce qui concerne les mesures d'exécution, les mêmes effets que si elle avait été rendue par le Tribunal ayant accordé l'exequatur à la date de l'obtention de celui-ci.

23. La partie qui invoque l'autorité d'une décision judiciaire ou qui en demande l'exécution doit produire:

- a) une expédition de la décision réunissant les conditions nécessaires à son authenticité;
- b) l'original de l'exploit de signification de la décision ou de tout autre acte qui tient lieu de signification;
- c) un certificat des greffiers compétents constatant qu'aucune voie de recours n'a été exercée contre la décision;
- d) une copie authentique de la citation de la partie qui a fait défaut à l'instance;
- e) une traduction complète des pièces énumérées ci-dessus certifiée conforme par un traducteur assermenté.

24. La reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales sont régies par la convention de New York adoptée le 10 juin 1958 par l'Assemblée générale des Nations Unies et ratifiée par les deux parties contractantes.

25. Les actes authentiques, notamment les actes notoires, exécutoires dans l'un des deux pays, sont déclarés exécutoires dans l'autre par l'autorité compétente, d'après la loi du pays où l'exécution doit être poursuivie.

Cette autorité vérifie seulement si les actes réunissent les conditions nécessaires à leur authenticité dans le pays où ils ont été reçus et si les dispositions dont l'exécution est poursuivie n'ont rien de contraire à l'ordre public du pays où l'exequatur est requis.

26. Les hypothèques terrestres conventionnelles, consenties dans l'un des deux pays, seront inscrites et produiront effet dans l'autre lorsque la validité des actes qui en contiennent la stipulation aura été constatée par l'autorité compétente, d'après la loi du pays où l'inscription est demandée. Cette autorité vérifie seulement si les actes et les procurations, qui en sont le complément, réunissent toutes les conditions nécessaires pour leur validité dans le pays où ils ont été reçus.

Les dispositions qui précèdent sont également applicables aux actes de consentement à radiation ou à réduction passée dans l'un des deux pays.

27. Les dispositions du présent titre s'appliquent quelle que soit la nationalité des parties.

28. Toutes les dispositions de la présente convention s'appliquent tant aux personnes physiques qu'aux personnes morales, ces dernières constituées selon les lois en vigueur au Maroc et en Italie et ayant leur siège dans l'un de ces pays.

TITRE IV — EXTRADITION

(Omissis).

TITRE V — ECHANGE DE CASIERS JUDICIAIRES

(Omissis).

TITRE VI — ASSISTANCE JUDICIAIRE

49. Les ressortissants de chacun des deux pays jouiront sur le territoire de l'autre du bénéfice de l'assistance judiciaire comme les nationaux eux-mêmes, pourvu qu'ils se conforment à la loi du pays dans lequel l'assistance sera demandée.

50. Le certificat attestant l'insuffisance des ressources sera délivré au requérant par les autorités de sa résidence habituelle s'il réside sur le territoire de l'un des deux pays. Ce certificat sera délivré par le consul de son pays, territorialement compétent, si l'intéressé réside dans un pays tiers.

pour leurs propriétés. Ils auront, en conséquence, un libre et facile accès auprès des Tribunaux de justice, aux fins de poursuivre ou défendre leurs intérêts et leurs droits dans tous les degrés d'instance et dans toutes les juridictions établies par les lois. A cet effet, ils seront libres d'employer, dans toutes circonstances, des avocats, avoués ou agents quelconques, et de les choisir parmi les personnes admises à l'exercice de ces professions d'après les lois du pays. Enfin, ils jouiront, sous ce rapport, des mêmes privilèges que ceux dont jouissent ou jouiront les nationaux, et ils seront soumis aux mêmes conditions.

7. Pour être admis à ester en justice, les citoyens des deux États ne seront tenus, de part et d'autre, qu'aux mêmes conditions et formalités prescrites pour les nationaux eux-mêmes.

9. Les citations ou notifications des actes, les déclarations ou interrogatoires des témoins, les rapports des experts, les actes d'instruction judiciaire, et, en général, tout acte qui doit avoir exécution, en matière civile ou pénale, d'après

commission rogatoire du Tribunal d'un pays sur le territoire de l'autre, doivent recevoir son exécution sur papier non timbré et sans paiement de frais.

Néanmoins cette disposition ne se rapportera qu'aux droits dus en pareils cas aux Gouvernements respectifs, et ne comprendra en aucune façon ni les indemnités dues aux témoins, ni les émoluments qui pourraient être dus aux fonctionnaires ou avoués, toutes les fois que leur intervention serait nécessaire, d'après les lois, pour l'accomplissement de l'acte demandé.